

La Voix des Anglophones de Québec

1270, chemin Sainte-Foy, bureau 2141
Pavillon Jeffery Hale
Québec (Québec), Canada, G1S 2M4
Téléphone : 418-683-2366
Fax : 418-688-3273
Courriel : js.gignac@veq.ca

Commission de la culture et de l'éducation

Secrétaire par intérim: Louissette Cameron
Édifice Pamphile-Le May, 1035, rue des Parlementaires
3e étage, Bureau 3.15
Québec (Québec) G1A 1A3

**Résumé du mémoire concernant la consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi
n°14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne
et d'autres dispositions législatives**

Le lundi 11 février 2013

RÉSUMÉ DU MÉMOIRE:

L'objectif de ce mémoire consiste à mettre en lumière les impacts potentiels que le projet de loi n°14 est susceptible d'avoir sur la communauté minoritaire d'expression anglaise de la grande région de Québec. En tant qu'organisation responsable de la défense des intérêts des anglophones dans notre région, VEQ a minutieusement analysé l'ensemble des modifications incluses dans le projet de loi n°14 et a procédé à un exercice consultatif complet auprès de ses membres, de sa communauté et de plusieurs de ses partenaires clés afin de vous présenter cette évaluation exhaustive des impacts possibles de ce projet de loi sur notre communauté. Nous sommes d'avis que le projet de loi n°14, s'il est adopté dans sa forme actuelle, aura irrémédiablement de multiples conséquences négatives sur la vitalité de notre communauté linguistique et sur la capacité même des anglophones de contribuer à la vie socioéconomique de notre région. Par ailleurs, nous croyons sincèrement que le projet de loi n°14 aura également des effets préjudiciables sur la capacité de notre région toute entière d'attirer et d'intégrer des nouveaux arrivants de langue anglaise. Incidemment, la prospérité économique de notre région pourrait en souffrir.

SUMMARY OF THE BRIEF:

The purpose of this brief is to highlight the potential impacts that the proposed Bill 14 could have on the minority English-speaking community of the Greater Quebec City region. As the preeminent interest group representing English-speakers in the Quebec City region, VEQ has carefully analyzed all the modifications included in the proposed Bill 14 and has consulted its membership, community and



many of its key partners in order to present this comprehensive evaluation of the impacts that Bill 14 could have on our community. It is our opinion that Bill 14, if adopted in its present form, will have several negative consequences on the vitality of our community and on the capacity of English speakers to continue to be contributing citizens of our region. In addition, we sincerely believe that Bill 14 will also have a real negative impact on the capacity of our entire region to attract and retain English-speaking immigrants and migrants which will directly affect the economic prosperity of the Quebec City region.

La Voix des Anglophones de Québec

1270, chemin Sainte-Foy, bureau 2141
Pavillon Jeffery Hale
Québec (Québec), Canada, G1S 2M4
Téléphone : 418-683-2366
Fax : 418-688-3273
Courriel : js.gignac@veq.ca

Commission de la culture et de l'éducation

Secrétaire par intérim: Louisette Cameron
Édifice Pamphile-Le May, 1035, rue des Parlementaires
3e étage, Bureau 3.15
Québec (Québec) G1A 1A3

**Mémoire concernant la consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n°14,
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne
et d'autres dispositions législatives**

Le lundi 11 février 2013

ORGANISATION:

La Voix des Anglophones de Québec (VEQ) est un organisme à but non-lucratif dédié à la préservation et à la promotion de la communauté d'expression anglaise dans la grande région de Québec. VEQ est gouverné par un conseil d'administration formé de 21 bénévoles. À ce jour, VEQ maintient des partenariats productifs avec approximativement 70 groupes et institutions, et bénéficie du support concret de plus de 2,200 membres. VEQ dispose également d'une excellente compréhension des besoins de sa communauté et jouit d'une très bonne réputation et d'une crédibilité affirmée auprès de ses membres, de ses partenaires, de ses organisations sœurs et de ses multiples bailleurs de fonds (fondations, gouvernement municipal, provincial et fédéral, entreprises privées). En tant qu'organisme chapeautant les services à la communauté d'expression anglaise, la totalité de nos actions et projets sont définis par les quatre objectifs suivants: être le noyau de l'information pour la communauté, maintenir le lien communautaire, appuyer l'essor de la communauté, et promouvoir les intérêts de la communauté.

OBJECTIF DU MÉMOIRE:

L'objectif de ce mémoire consiste à mettre en lumière les impacts potentiels que le projet de loi n°14 est susceptible d'avoir sur la communauté minoritaire d'expression anglaise de la grande région de Québec. En tant qu'organisation responsable de la défense des intérêts des anglophones dans notre région, VEQ a minutieusement analysé l'ensemble des modifications incluses dans le projet de loi n°14 et a procédé à un exercice consultatif complet auprès de ses membres, de sa communauté et de

plusieurs de ses partenaires clés afin de vous présenter cette évaluation exhaustive des impacts possibles de ce projet de loi sur notre communauté. Nous sommes d'avis que le projet de loi n°14, s'il est adopté dans sa forme actuelle, aura irrémédiablement de multiples conséquences négatives sur la vitalité de notre communauté linguistique et sur la capacité même des anglophones de contribuer à la vie socioéconomique de notre région. Par ailleurs, nous croyons sincèrement que le projet de loi n°14 aura également des effets préjudiciables sur la capacité de notre région toute entière d'attirer et d'intégrer des nouveaux arrivants de langue anglaise. Incidemment, la prospérité économique de notre région pourrait en souffrir.

CONTEXTE DU MÉMOIRE:

Après avoir étudié attentivement les changements à la législation existante tels que proposés dans le projet de loi n°14 et qui vont au-delà des dispositions actuelles de la loi 101, nous croyons fermement que ce projet de loi, s'il est adopté tel quel, ne peut qu'avoir des conséquences négatives et substantielles sur la communauté d'expression anglaise et sur la capacité de ses membres d'être des citoyens productifs et accomplis au sein de la grande région de Québec. Ces changements nous apparaissent d'autant plus contre-productifs dans un contexte où la communauté anglophone de Québec fait déjà face à de sérieux défis qui compromettent sa vitalité et sa présence historique au sein de la grande région de Québec.

Depuis plus de 250 ans, la communauté d'expression anglaise a contribué positivement et directement au développement et à la vitalité socioéconomique de la région de Québec. Non seulement les Anglophones ont-ils joué un rôle important dans le développement des structures politiques et économiques de la capitale de notre province, mais ils ont également tenu un rôle essentiel dans la fondation et la prospérité de municipalités telles que Shannon et Saint-Gabriel-de-Valcartier. La présence historique de la communauté anglophone est également palpable partout dans la toponymie de notre région, que ce soit aux niveaux des noms des rues, des édifices ou encore des endroits publics. En vertu du fait que notre communauté linguistique a fait de la région de Québec sa demeure permanente voilà des siècles, nous estimons juste d'exiger du gouvernement du Québec qu'il prenne conscience des impacts majeurs que le projet de loi n°14 est susceptible d'avoir sur la vitalité de notre communauté linguistique minoritaire.

La collectivité d'expression anglaise de la grande région de Québec est en déclin démographique quasi-constant depuis le milieu du 19^e siècle. En effet, d'une communauté linguistique représentant presque 50% de la population totale de Québec en 1850, les Anglophones ne représentent plus que 1.9% de la population (approximativement 14,500 individus) selon le dernier recensement de Statistique Canada. Il importe de spécifier qu'à tous les cinq ans, 25% de la population de notre communauté est renouvelée par l'apport des nouveaux arrivants. Sans cet apport démographique essentiel des migrants et immigrants, il serait extrêmement difficile pour notre communauté de maintenir certaines institutions clés telles que l'Hôpital Jeffery Hale, le cégep St. Lawrence ou le Centre Morrin qui offrent des services de qualité aux deux communautés linguistiques de notre région dans leur secteur respectif.

Nous sommes donc fort préoccupés par les modifications incluses dans le projet de loi n°14 qui pourraient directement affecter notre capacité d'intégrer des nouveaux arrivants anglophones au sein de notre communauté et au sein de notre région toute entière.

Il est également important de mentionner que la communauté anglophone de la grande région de Québec souffre d'un taux de chômage et d'un pourcentage d'individus vivant sous le seuil de la pauvreté nettement plus élevés que ceux de la majorité francophone (source – Profils socio-économiques des communautés anglophones du Québec – CHSSN – 2010). Dans un contexte où notre communauté fait également face à d'autres graves problématiques telles qu'un solde migratoire déficitaire de nos jeunes et d'une population vieillissante, les changements proposés inclus dans le projet de loi n°14 ne feront qu'accentuer la difficulté d'attirer et d'intégrer des nouveaux arrivants anglophones au sein de notre région. Implicitement, la vitalité de notre communauté n'en sera que d'autant plus compromise.

La collectivité d'expression anglaise de la grande région de Québec est une communauté intégrée mais non assimilée qui a toujours mis l'emphasis sur de solides partenariats avec la majorité francophone afin de préserver ses institutions. Nous croyons fermement que la collaboration entre les communautés francophones et anglophones représente la façon la plus efficace de garantir la survie et la prospérité de nos deux collectivités linguistiques. Cette approche que nous appelons localement *the Quebec City Way – l'approche Québec*, fut particulièrement fructueuse dans notre travail d'intégration et de rétention des nouveaux arrivants anglophones au sein des deux communautés linguistiques de la région de Québec. En effet, notre communauté est parvenue à convaincre le gouvernement fédéral, la ville de Québec, plusieurs fondations et une multitude de partenaires des secteurs public, privée et communautaire de consacrer temps, énergie et ressources financières à cet objectif, puisque nous sommes parvenues à faire la démonstration que notre région toute entière tire profit d'une capacité accrue d'intégrer avec succès les nouveaux arrivants anglophones au sein des deux collectivités linguistiques de notre région.

En tant qu'organisation dédiée à la préservation de la minorité linguistique Anglophone, nous soutenons fermement la volonté du gouvernement du Québec d'améliorer l'accessibilité aux programmes de francisation et d'amélioration du français pour tous les Québécois. À chaque année, VEQ facilite l'intégration d'approximativement 500 nouveaux arrivants d'expression anglaise dans la région de Québec. La première chose que l'on conseille à ces derniers et d'apprendre le français puisqu'il est excessivement difficile d'apprécier la vie à Québec si l'on est incapable de communiquer avec 98% de ses voisins, ses collègues, ses fournisseurs de services, etc. Si les nouveaux arrivants Anglophones n'apprennent pas le français, il est pratiquement impossible pour notre communauté de les convaincre de s'établir durablement dans notre région pour le bénéfice des deux communautés linguistiques. Afin d'accroître sa capacité d'aider les nouveaux arrivants à apprendre le français et à intégrer notre région, il est fondamental que le gouvernement du Québec utilise la communauté anglophone existante plutôt que de mettre en place des lois qui vont restreindre ses droits.

PRÉOCCUPATIONS SPÉCIFIQUES

Avant d'attirer votre attention sur des articles précis du projet de loi n°14 que nous considérons problématiques pour notre communauté linguistique, mentionnons que nous avons validé nos préoccupations initiales avec des centaines de membres de notre communauté. Nous avons distribué un sondage électronique qui a bénéficié d'un taux d'ouverture de 34.5% et de taux de clics de 31.1% très supérieurs à la moyenne pour les organisations sans but lucratif (19.9% et 5.4% respectivement selon le *Silverpop Email Marketing Metrics Benchmark Study 2012*). Une très forte majorité de répondants se sont identifiés comme étant contre ou fortement contre les modifications listées ici-bas. Par ailleurs, plus de 75% des répondants ont expressément demandé à VEQ de soumettre ce mémoire à la Commission de la culture et de l'éducation dans le cadre de la consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n°14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives. Conséquemment, nous sommes confiants de pouvoir parler au nom de la communauté d'expression anglaise de la grande région de Québec en toute légitimité dans le présent dossier.

PRÉAMBULE DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE – Articles 1 et 2

Les changements proposés au préambule de la Charte de la langue française, articles 1 et 2 du projet de loi n°14, modifieraient la façon de désigner les minorités linguistiques dans la province de Québec. Une telle modification pourrait affaiblir les contestations légales potentielles, et ce autant dans un contexte international qu'intérieur, en remplaçant dans le troisième alinéa l'expression "minorités ethniques" par "communautés culturelles". En fonction du droit international, les communautés culturelles ne disposent pas de droits propres, alors que les minorités ethniques ont des recours légaux advenant des cas de discrimination de la part de leur gouvernement.

Pearl Eliadis, professeur de Droits à l'Université McGill et membre du *Centre for Human Rights and Legal Pluralism* de la Faculté des Droits, a mentionné dans un article publié le 11 décembre 2012 dans le journal *The Gazette* que la modification de l'expression minorités ethniques au profit de communautés culturelles aura des conséquences néfastes pour les minorités au Québec. Elle affirme que "*cultural communities does not follow any accepted international usage, nor does it draw on human rights principles or norms. 'Cultural communities' have no rights. Minorities do.*"

Son article résume succinctement la problématique qui pourrait être créée par ce changement du statut de minorité ethnique à celui de communauté culturelle pour les non-francophones au Québec :

"The International Covenant on Civil and Political Rights, which Canada ratified in 1976, specifically prohibits discrimination on the grounds of language. It guarantees equality before the law and 'equal and effective protection' against discrimination on the ground of language. Article 27 says that where such a linguistic minority exists, 'persons belonging to such a minority shall not be denied the right, in community with the other members of the group, to enjoy their own culture ... or to use their own language.'"

Can an internal minority, or a minority within a minority, claim these rights?

In 1990, the UN Human Rights Committee ... answered No in the context of an earlier legislative action to strengthen Bill 101. This was because the term "minorities" was taken to mean 'national minorities', so that English speakers in a majority English-speaking country could not claim minority status. Two decades later,

however, things have changed and the definition of “minority” is more inclusive today. There is the real rub and the explanation for the frisson of fear that accompanies the word “minority.”

In 2010, the UN High Commissioner for Human Rights said: “It is now commonly accepted that recognition of minority status is not solely for the State to decide, but should be based on both objective and subjective criteria.” The subjective criteria now include how minorities decide to identify and define themselves.”

Incidentement, les lois internationales relatives aux droits de l’homme reconnaîtraient fort probablement, dans la formulation actuelle du préambule de la Charte de la langue française, des droits aux minorités linguistiques et ethniques vivant dans la province de Québec. Ce changement proposé par le projet n°14 pourrait avoir pour effet d’éliminer une option de recours légal pour les minorités du Québec, advenant le cas où elles estimeraient leurs droits bafoués.

ARTICLES RELATIFS À LA SECTION 29 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Après avoir analysé cet élément du projet de loi n°14, nous ne percevons aucune autre interprétation possible qu’une volonté du gouvernement du Québec de dramatiquement réduire le nombre de municipalités ayant le statut d’entité bilingue, ainsi que de prévenir toute autre nouvelle attribution de ce dit statut dans le futur. Bien qu’aucune municipalité ne bénéficie de ce statut dans notre région, nous considérons cette modification problématique puisqu’elle rendra impossible pour quelconque de nos municipalités d’éventuellement obtenir ce statut. En effet, l’article 29 stipule que:

“Peuvent notamment être prises en compte la présence historique d’une communauté d’expression anglaise recevant des services de l’organisme reconnu ou la participation significative de membres de celle-ci au sein de celui-ci.”.

Selon nous, cette formulation est au mieux injuste envers la minorité anglophone. La présence historique d’une communauté d’expression anglaise devrait être systématiquement prise en compte et ce, tant pour les municipalités qui disposent actuellement du statut d’entité bilingue que pour toute autre entité municipale qui souhaiterait l’obtenir dans le futur.

Selon nous, l’application de la règle du 50% représente également un problème en soi, surtout lorsqu’on la compare avec les lois en vigueur ailleurs au Canada ou dans le monde. En effet, les communautés minoritaires de langues officielles bénéficiant du statut de communauté bilingue ailleurs au Canada sont soumises à un pourcentage nettement plus raisonnable, soit 20% au Nouveau-Brunswick et 5% dans certaines localités de l’Ontario. Au niveau international, la Finlande requière moins de 10% d’une population totale pour offrir des services de type municipal à sa minorité suédoise. Permettre aux anglophones d’avoir accès à des services dans la langue de leur choix ne porte aucunement préjudice à l’accessibilité de ces mêmes services par les francophones. Les changements proposés par le projet de loi n°14 auront comme unique effet d’empêcher la minorité linguistique du Québec d’avoir accès à des services municipaux dans la langue de leur choix. Nous croyons que se sont les municipalités qui devraient être en mesure de déterminer le niveau de bilinguisme qu’elles désirent offrir et la façon dont elles désirent utiliser ce statut, dans la mesure où elles continuent d’offrir des services de qualité à leur majorité francophone.

EXIGENCES DE MAÎTRISE DE LA LANGUE OFFICIELLE POUR LA SANCTION DES ÉTUDES – Article 88

Ces nouvelles exigences de maîtrise de la langue officielle pour la sanction des études aux niveaux secondaire et collégial pourraient avoir un effet préjudiciable sur la collectivité d'expression anglaise. En effet, nous croyons qu'il est important de s'opposer à cette modification puisqu'elle substituerait la langue au mérite académique comme critère d'admission, et qu'elle pourrait restreindre la capacité de graduer d'étudiants qui, autrement, répondent aux exigences académiques de leur programme.

Ces changements à la compréhension requise de la langue française, qui modifient les sections 88.0.1, 88.0.2, 88.0.3 and 88.0.4. de la Charte de la langue française, pourraient avoir des conséquences néfastes pour les non-francophones. Ces changements impliquent désormais l'exigence de réussite à un examen de français afin de graduer d'une institution d'enseignement. Ceci pourrait grandement nuire aux Anglophones unilingues qui n'ont pas un niveau de français fonctionnel. Bien que la compréhension du français par tous les étudiants du Québec soit un objectif louable, ces exigences ne sont pas liées à des objectifs pédagogiques clairement définis et seraient susceptibles de restreindre le développement académique d'étudiants performants qui sont inscrits dans des programmes pour lesquelles la connaissance du français n'est pour l'instant pas requise. Par ailleurs, nous jugeons injuste qu'en vertu de ces modifications, les étudiants de langue anglaise auront désormais deux examens de langues à réussir pour obtenir leur diplôme alors que leur collègues francophones ne seront soumis qu'à un seul examen.

Par ailleurs, une des modifications à l'article 88.2.1 du le projet de loi n°14 se lit comme suit:

"lorsque la capacité d'accueil est limitée dans un collège, des critères et priorités pouvant être établis dans la sélection des étudiants pour respecter la clientèle de langue anglaise pour laquelle avait été constitué l'établissement par le gouvernement."

Cette modification aura pour effet de limiter ou de favoriser l'accessibilité aux cégeps sur des critères linguistiques. L'importance du mérite académique sera donc diminuée en ce qui attrait à l'accessibilité aux études supérieures. Bien que cette mesure favorisera de fait la collectivité d'expression anglaise, il est clair que d'autres Québécois seront conséquemment exclus sur la base de la langue. Cette modification pourrait donc directement diminuer l'accessibilité des non-francophones aux cégeps de langue anglaise. Cette exclusion d'individus sur la base de la langue, ainsi que la perception que les non-anglophones ne sont pas les bienvenus dans les institutions d'enseignement de langue anglaise, pourraient menacer le futur de ces dites institutions en réduisant les inscriptions potentielles.

Toute modification pouvant potentiellement menacer la capacité de réussir de nos étudiants ou qui sont susceptibles d'affaiblir la capacité de nos établissements d'enseignement d'aider les étudiants anglophones à graduer dans les temps requis représente une grave préoccupation pour notre communauté. Pour une communauté linguistique minoritaire, les écoles sont beaucoup plus que des institutions de savoir, elles sont également de véritables piliers qui définissent la communauté toute entière, et non seulement les étudiants qui bénéficient de cette institution.

À titre d'exemple dans le cas de *Mahe c. Alberta*, [1990] 1 S.C.R. 342, la cour a clairement reconnue que les écoles s'avèrent d'importantes institutions pour la communauté entière. C'est précisément le cas dans la grande région de Québec, où les écoles sont de véritables ancrages pour toute la communauté. Comme mentionné dans le cas *Mahe*:

“Minority schools themselves provide community centres where the promotion and preservation of minority language culture can occur; they provide needed locations where the minority community can meet and facilities which they can use to express their culture.”

ENTREPRISES COMPTANT ENTRE 26 ET 49 EMPLOYÉS - Article 151

Nous sommes préoccupés des impacts potentiels que ces dispositions nouvelles pourraient avoir pour plusieurs de nos petites et moyennes entreprises, spécialement les écoles de langues. Ces dernières représentent bien souvent le premier employeur d'un fort pourcentage de nouveaux arrivants anglophones dans notre région, puisque ce type d'emploi leur permet de gagner leur vie tout en tant poursuivant un programme de francisation de façon parallèle. Nous craignons que plusieurs de ces écoles de langues qui emploient des nouveaux arrivants ne soient tout simplement pas en mesure de se soumettre à ces nouvelles dispositions du projet de loi n°14, ce qui limitera leur capacité de fournir des emplois de qualité à nos nouveaux arrivants. Conséquemment, il sera encore plus difficile pour notre communauté, et pour la région toute entière, d'attirer et d'intégrer avec succès ces nouveaux arrivants anglophones.

PRÉAMBULE DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE

Nous croyons que les modifications proposées par le projet de loi n°14 au préambule de la Charte sont susceptibles d'être néfastes pour les droits et libertés fondamentaux des minorités linguistiques de la province de Québec. En effet, le projet de loi propose l'insertion de l'alinéa suivant: « Considérant que le français est la langue officielle du Québec et qu'il constitue un élément fondamental de sa cohésion sociale; » et l'insertion de l'alinéa ici-bas après le 4^e alinéa:

« Considérant que les droits et libertés s'exercent dans le respect de l'ordre public, du bien-être général et des valeurs de la société québécoise, notamment son attachement au principe démocratique, à l'importance d'une langue commune et au droit de vivre et de travailler en français; »

Ces modifications au cadre d'interprétation du préambule de la Charte des droits et libertés pourraient avoir des effets nuisibles pour les minorités linguistiques du Québec. En effet, les champs d'application de la Charte québécoise sont très larges et s'appliquent au droit privé et public. Considérant l'application étendue de la Charte québécoise, ainsi que l'ajout d'un nouvel élément dans son cadre d'interprétation visant à mettre l'emphasis sur la langue commune du Québec et sur le droit de vivre et de travailler en français, nous craignons sincèrement que ces modifications aient des conséquences préjudiciables sur les droits fondamentaux des minorités au Québec. En vertu de la nature quasi-constitutionnelle de la Charte des droits et libertés, il est concevable que ces modifications au préambule puissent avoir des implications étendues sur les droits de l'homme au Québec et qu'elles favorisent la langue française au détriment direct des groupes linguistiques minoritaires.

RÈGLEMENT SUR L'EXEMPTION DE L'APPLICATION DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 72 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE QUI PEUT ÊTRE ACCORDÉE AUX ENFANTS SÉJOURNANT AU QUÉBEC DE FAÇON TEMPORAIRE

Cette modification retire aux enfants d'un membre des Forces armées canadiennes ou l'enfant de son conjoint l'éligibilité systématique à l'école en langue anglaise. Nous sommes d'avis que cette modification est tout autant injustifiée que non nécessaire, spécialement dans un contexte où les inscriptions dans les écoles de langue anglaise ont chuté de 248,000 individus en 1971 à seulement 108,000 individus en 2007. La Commission scolaire Central Québec évalue qu'approximativement 700 de ces étudiants, ou 17% de la clientèle totale, sont des enfants de familles des Forces armées canadiennes basées à Valcartier ou à Bagotville. Ce changement proposé aurait de graves conséquences néfastes sur la capacité de ces enfants de compléter avec succès leurs études primaires et secondaires, sur le support adapté qu'ils reçoivent présentement dans leurs écoles et sur la survie d'au moins une de nos écoles.

La majorité des enfants de familles des Forces armées canadiennes, indépendamment du fait qu'ils soient francophones ou anglophones, auront à déménager à de multiples reprises à travers le pays au cours de leurs études primaires et secondaires. Plus souvent qu'autrement, dans les autres provinces canadiennes, ils n'auront tout simplement pas d'autres choix que l'éducation en langue anglaise. Ainsi, il s'avère crucial que ces enfants de familles des Forces armées canadiennes continuent d'être exemptés de l'application du premier alinéa de l'article 72 de la charte de la langue française. La suppression de cette exemption ne peut qu'avoir des conséquences négatives sur la capacité de ces enfants de compléter avec succès leurs études primaires et secondaires.

Dans la région de Québec, la majorité des enfants de familles des Forces armées canadiennes fréquentent l'école Dollard-des-Ormeaux, une école primaire et secondaire qui dispose de l'expertise et de l'expérience pour aider les enfants qui vivent les défis propres aux familles militaires. En effet, la majorité des enfants partagent une réalité que l'ensemble du personnel comprend, c'est-à-dire ce que cela implique pour un enfant d'avoir un parent déployé en Afghanistan ou ailleurs dans le monde. Ils sont outillés pour aider les enfants à vivre avec les défis inhérents à l'absence d'un parent militaire tels que l'anxiété relative à la séparation, le stress, etc. Il nous apparaît clair que si le droit de fréquenter un tel milieu scolaire leur est retiré, ce n'est pas seulement leur réussite scolaire qui sera comprise mais également leur bien-être général.

De plus, la perte de ces étudiants serait également fort susceptible d'entraîner la fermeture de l'école Dollard-des-Ormeaux qui se verrait amputer de plus de la moitié de ses étudiants si le projet de loi n°14 est adopté dans sa version actuelle. Ainsi, non seulement les autres étudiants n'auraient plus accès à leur école de quartier que fréquentent tous leurs amis, mais ils seraient en plus répartis dans les autres écoles primaires et secondaires de la région. Incidemment, ils devraient désormais faire en moyenne entre une heure et deux heures et demie d'autobus par jour plutôt que les 5 à 10 minutes qu'ils font actuellement. La fermeture de l'école Dollard-des-Ormeaux serait également en soi une perte énorme pour la communauté anglophone entière qui s'est battue avec énergie en 2005-2006 pour empêcher cette fermeture et pour sécuriser les 3 millions de dollars nécessaires à son agrandissement.

CONCLUSION

Nous croyons fermement qu'en ce qui concerne les défis relatifs à l'intégration des nouveaux arrivants au sein de notre province et à la protection des droits linguistiques des deux communautés au Québec, la collectivité d'expression anglaise fait partie de la solution et non du problème. Notre communauté ne demande pas plus que ce que nous avons déjà, ce que nous demandons c'est d'être considéré comme des citoyens à part entière et d'obtenir une réelle opportunité de protéger les droits de nos membres. La perception générale au sein de la collectivité d'expression anglaise de la grande région de Québec est que le projet de loi n°14 représente une volonté gouvernementale de marginaliser sa minorité linguistique tout en exacerbant les tensions entre les deux communautés linguistiques, plutôt que de tenter d'établir un dialogue productif et bénéfique pour tous les Québécois.

Conséquemment, nous nous opposons au projet de loi n°14 puisque cette proposition législative ne considère aucunement les intérêts et la présence historique de la communauté anglophone du Québec, tout en menaçant directement sa vitalité à long terme. Nous croyons que dans le cas du projet de loi n°14, ou de toute autre législation future relative aux droits linguistiques au Québec, il est fondamental que le Gouvernement du Québec considère minutieusement les intérêts des Québécois des deux communautés linguistiques plutôt que de viser les droits de sa minorité afin de protéger ceux de la majorité.

Voice of English-speaking Québec

1270, chemin Sainte-Foy, Suite 2141
Jeffery Hale Pavilion
Quebec (Quebec), Canada, G1S 2M4
Telephone : 418-683-2366
Fax : 418-688-3273
E-mail : js.gignac@veq.ca

Committee on Culture and Education

Secrétaire par intérim: Louisette Cameron
Édifice Pamphile-Le May, 1035, rue des Parlementaires
3e étage, Bureau 3.15
Québec (Québec) G1A 1A3

Brief regarding the General consultation and public hearings on Bill 14 : An Act to amend the Charter of the French language, the Charter of human rights and freedoms and other legislative provisions

Monday February 11th, 2013

ORGANIZATION:

The Voice of English-speaking Québec (VEQ) is a non-profit organization dedicated to the preservation and promotion of the dynamic English-speaking minority community in the Greater Quebec City region. VEQ is governed by a Board of Directors of 21 volunteers. Currently, VEQ maintains active partnerships with approximately 70 community groups and organizations, and boasts a membership of more than 2,200 individuals. VEQ also has a good knowledge and understanding of the needs of its community and benefits from an excellent reputation and credibility with its community members, partners, peer organizations (QCGN regional associations) and various funders (private foundations, municipal, provincial and federal governments). As an umbrella group serving a linguistic minority community, all our actions and projects are defined by the following four goals: 1. Act as a hub of information for the English-speaking community, 2. Foster community cohesiveness, 3. Support the development of the community, 4. Promote the interests of the community.

PURPOSE OF THE BRIEF:

The purpose of this brief is to highlight the potential impacts that the proposed Bill 14 could have on the minority English-speaking community of the Greater Quebec City region. As the preeminent interest group representing English-speakers in the Quebec City region, VEQ has carefully analyzed all the modifications included in the proposed Bill 14 and has consulted its membership, community and many of its key partners in order to present this comprehensive evaluation of the impacts that Bill 14 could have on our community. It is our opinion that Bill 14, if adopted in its present form, will have several negative consequences on the vitality of our community and on the capacity of English speakers to continue to be contributing citizens of our region. In addition, we sincerely believe that Bill 14 will

also have a real negative impact on the capacity of our entire region to attract and retain English-speaking immigrants and migrants which will directly affect the economic prosperity of the Quebec City region.

CONTEXT OF THE BRIEF

After carefully studying the proposed changes to existing legislation in Bill 14, which go well beyond the existing provisions of Bill 101, we firmly believe that the proposed Bill 14 in its present form can only negatively affect the sustainability of the local English-speaking community, as well as the capacity of its members to strive as productive and contributing citizens in the Quebec City region. These changes seem completely unnecessary to us, especially in a context where the local English-speaking community already faces many challenges that jeopardize its long-term sustainability and historical presence in the Quebec City region.

For over 250 years, the English-speaking community has positively contributed to the socioeconomic development and strength of the Quebec City region. Not only did English speakers have a critical role in the development of the political and economic structures of our province's capital, but also in the foundation of important municipalities such as Shannon and Saint-Gabriel-de-Valcartier. The historical presence of the English-speaking community can also be noticed almost everywhere in the toponymy of our region through the names of our streets, buildings or public places. As a community that has made their home in the Quebec City region and in the Province of Quebec for centuries, we believe that it is important for the Government of Quebec to carefully evaluate the impacts that the proposed modifications to existing laws can have on our community's capacity to survive.

The English-speaking community of the Quebec City region has been in steady decline since the middle of the 19th century. Indeed, from a linguistic community that represented almost 50% of the total population in 1850, English speakers represent only 1.9% of the total population (approximately 14,500 individuals) according to the most recent Statistics Canada census. It is worth noting that every five years, 25% of our community's population is renewed by newcomers. Without this important demographic contribution from migrants and immigrants not born in our region, it would be even more difficult for our community to maintain key institutions such as the Jeffery Hale Hospital, the Cegep St. Lawrence or the Morrin Centre that offer high quality services to both linguistic communities in their respective sector. This is just one reason why we are extremely concerned with the modifications included in Bill 14 that would directly affect our capacity to integrate and retain English-speaking newcomers in our community and in our region as a whole.

It is also important to mention that the English-speaking community of the Greater Quebec City region has a much higher unemployment rate and percentage of people living below the low income cut-off than the French majority (source - Socio-Economic Profiles of Quebec's English-speaking Communities – CHSSN – 2010). In a context where our community also struggles with other important problems such youth out-migration and an aging population, the proposed changes included in Bill 14



will only make it more difficult to attract and retain English-speaking newcomers in our region which will directly impair the sustainability of our community.

The English-speaking community of the Greater Quebec City region is an integrated but not assimilated community that has always focused on strong partnerships with the French-speaking majority to maintain its institutions. We strongly believe that collaboration between the English-speaking and the French-speaking communities represents the most efficient approach to guarantee both linguistic communities' survival and prosperity. This approach, which we called the *Quebec City Way*, has been particularly successful in our active work aimed at integrating and retaining English-speaking newcomers within both linguistic communities in the Quebec City region. Indeed, our minority linguistic community has been able to convince the federal government, the City of Quebec, multiple foundations and various partners from the public, private and community sectors to commit time, energy and financial resources because we have been able to demonstrate that the entire region benefits from an increased capacity to successfully integrate English-speaking newcomers in both linguistic communities of our region.

As an organization dedicated to the preservation of the English-speaking minority, we strongly support the objective of the Quebec government to improve access to training programs in French for all Quebecers. Every year VEQ helps approximately 500 English-speaking newcomers settle in the Quebec City region. The first thing we tell them all is to learn French because it is extremely difficult to enjoy life in Quebec City if you can't communicate with 98% of your neighbours, colleagues, service providers, etc. If English speakers don't learn French, it is next to impossible for our community to convince them to stay in our region for the benefits of both linguistic communities. In order to increase its capacity to help newcomers learning French and integrating in our region, it is fundamental for the Government of Quebec to use the existing English-speaking community rather than voting laws that will limit its rights.

SPECIFIC CONCERNS

Before drawing your attention to some specific articles in Bill 14 that we consider to be problematic for our linguistic community, we believe it is important to mention that VEQ has validated its initial concerns with hundreds of members in our community. We distributed an electronic survey that benefited from an open rate of 34.5% and a click through rate of 31.1% well above the industry average for non-profit organizations (19.9% and 5.4% respectively according to the 2012 Silverpop Email Marketing Metrics Benchmark Study). An overwhelming majority of respondents identified themselves as against or strongly against the modifications listed below. More than 75% of the respondents asked VEQ to submit this brief to the Committee on Culture and Education for the general consultation and public hearings on Bill 14 in order to clearly voice the concerns of our linguistic community. Therefore, we are confident speaking on behalf of the English-speaking community of the Greater Quebec City region on this issue.

CHARTER OF THE FRENCH LANGUAGE PREAMBLE – Sections 1 and 2

The proposed modifications to the preamble of the Charter of the French Language, sections 1 and 2 of Bill 14, would alter the wording regarding linguistic minorities in the province of Quebec. This could potentially be detrimental to legal challenges in an international or domestic context by replacing, “the ethnic minorities” in the third paragraph by “cultural communities”. Cultural communities do not have rights under international law, while ethnic minorities do have legal recourse should governments discriminate against them.

Pearl Eliadis, McGill University law professor and member of the Law Faculty’s Centre for Human Rights and Legal Pluralism, argued in her *The Gazette* article, “Bill 14 chips away at English minority rights” on December 11, 2012 that the changes to cultural community from ethnic minority would be detrimental to minorities in Quebec. She reasons, “cultural communities does not follow any accepted international usage, nor does it draw on human rights principles or norms. “Cultural communities” have no rights. Minorities do.”

Her article summarizes the problematic issue of the change from minority to community status for non-Francophones in Quebec,

“The International Covenant on Civil and Political Rights, which Canada ratified in 1976, specifically prohibits discrimination on the grounds of language. It guarantees equality before the law and “equal and effective protection” against discrimination on the ground of language. Article 27 says that where such a linguistic minority exists, “persons belonging to such a minority shall not be denied the right, in community with the other members of the group, to enjoy their own culture ... or to use their own language.”

Can an internal minority, or a minority within a minority, claim these rights?

In 1990, the UN Human Rights Committee ... answered No in the context of an earlier legislative action to strengthen Bill 101. This was because the term “minorities” was taken to mean ‘national minorities’, so that English speakers in a majority English-speaking country could not claim minority status. Two decades later, however, things have changed and the definition of “minority” is more inclusive today. There is the real rub and the explanation for the frisson of fear that accompanies the word “minority.”

In 2010, the UN High Commissioner for Human Rights said: “It is now commonly accepted that recognition of minority status is not solely for the State to decide, but should be based on both objective and subjective criteria.” The subjective criteria now include how minorities decide to identify and define themselves.”

Thus, international human rights law would, likely, recognizes the current wording of the preamble of the Charter of the French Language as according rights to linguistic and ethnic minorities in the province of Quebec. The potential change would effectively eliminate an avenue of legal recourse for minorities in Quebec, should they feel their rights infringed upon.

ARTICLES RELATING TO SECTION 29 OF THE CHARTER OF THE FRENCH LANGUAGE

After analyzing this section of Bill 14, we don't see any other possible interpretation other than a desire of the Quebec government to dramatically reduce the number of municipalities that have bilingual status and to prevent any new municipalities to obtain that status. While no municipality has a bilingual status in our region, we consider this modification problematic because it will make it impossible for any of our communities to ever get this recognition. Indeed article 29 stipulates that,

"Elements that may be considered for that purpose include the historical presence of an English-speaking community receiving services from the recognized body or the significant involvement of members of such a community within that body."

From our perspective that is not fair approach for the English-speaking minority. The historical presence of an English-speaking community should systematically be taken into consideration for municipalities that already hold bilingual status and for any other municipal body that would wish to obtain it.

The application of the 50% mark also represents a problem in itself when compared with the laws prevailing elsewhere in Canada or in the world. Indeed, official-language minority communities across Canada benefit from bilingual community status, ranging from 20 percent for Acadians in New Brunswick and 5 percent in some jurisdictions in Ontario. At the international level, Finland requires less than 10% of the total population to provide municipal-type services to its Swedish minority. Allowing English speakers access to services in the language of their choice does not hinder access to French language services at the municipal level. Bill 14's changes have the sole effect of prohibiting Quebec's linguistic minority from attaining municipal services in their preferred language. We believe it should be the municipality that decides the level of bilingualism it wishes to support, and in what manner it may choose to do so as long as it continues to provide high quality services in French to the majority.

SECONDARY AND CEGEP ENTRANCE REQUIREMENTS AND FRENCH-LANGUAGE PROFICIENCY REQUIREMENTS FOR THE CERTIFICATION OF STUDIES – Section 88

The new secondary school and CEGEP entrance requirements and proficiency requirements for the certification of studies could have a prejudicial effect on the English-speaking community. In particular, these modifications should be opposed because it would change the criteria for admissions to colleges from academic merit to language used, and it would potentially hinder otherwise academically successful individuals from graduating from their programs of study.

Firstly, the changes in Bill 14 to comprehension of French language required at section 30, which modifies sections 88.0.1, 88.0.2, 88.0.3 and 88.0.4. of the *Charter of the French Language*, would have a prejudicial effect on non-Franchophone individuals. This new article would require standard exit exams in the French language to graduate from the educational institution. This could be potentially harmful to unilingual Anglophones whose level of French is not fluent. While the understanding of French is a laudable goal for all students in Quebec, these requirements are detached from any explicit pedagogical goal and could hinder the academic development of academically successful students in programs where knowledge of the French language is not explicitly required for success. Furthermore, we consider this unfair that as a result of these modifications, English speaking students will now have two

languages tests to successfully pass in order to obtain their diploma, while their French counterparts will only be submitted to one exam.

Secondly, a modification at section 88.2.1 of Bill 14 reads,

“in the case of a college with a limited admissions capacity, the selection criteria and priorities that may be established to serve the English-speaking clientele for which the Government established the institution.”

This proposal would limit or favour individuals based on language for entrance into colleges. The emphasis on academic merit would be diminished for entrance into post-secondary institutions. While ostensibly favouring the English-speaking community, others would be excluded based on language. This modification could also have the effect of diminishing the access of non-Franchophones to English language CEGEPs. A hindrance, the actual exclusion of individuals based on language, and the perception that non-Anglophones are not welcomed into English language educational institutions could threaten the enrolment of the aforementioned institutions and their future viability.

Any modification that could potentially threaten the capacity of our students to succeed or that could realistically weaken the capacity of our educational institutions to help English-speaking students from graduating in times represents a serious concern for our community. For a linguistic minority community schools represent a lot more than just an institution of learning, they represent an important pillar that defines the entire community and not just the students that benefit from that institution.

As an example in *Mahe v. Alberta*, [1990] 1 S.C.R. 342, the Court recognized that schools provide important institutions for the entire community. This is the case in the Quebec City region, where the schools help to anchor the community. As *Mahe* noted,

“minority schools themselves provide community centres where the promotion and preservation of minority language culture can occur; they provide needed locations where the minority community can meet and facilities which they can use to express their culture.”

ENTERPRISES EMPLOYING BETWEEN 26 AND 49 PERSONS - Section 151

We are concerned with the potential impact that these additions could have on many of our small employers, especially language schools. Language schools often represent the first employer of a large percentage of English-speaking newcomers to our region, because it is a type of employment that enables them to work while going through a *francisation* program at the same time. We are afraid that many language schools that employ newcomers simply will not be able to take on the additional requirements of Bill 14 which will directly limit their ability to provide quality employment to our newcomers. As a result, it will be more difficult for our community and for the entire region to successfully attract and integrate English-speaking newcomers.

Charter of Human Rights and Freedoms preamble

We believe that the modifications proposed in Bill 14 to the preamble of the Charter would be potentially detrimental to the basic human rights of linguistic minorities in the province of Quebec. The legislation would propose the additions of, “Whereas French is the official language of Quebec and is a fundamental factor of its social cohesion;” and by inserting the following after the fourth paragraph:

“Whereas rights and freedoms must be exercised in keeping with public order, the general well-being and the values of Quebec society, including its attachment to democratic principles, the importance of its common language and the right to live and work in French;”

These modifications to the interpretive framework for the preamble of the Charter of Human Rights and Freedoms could have a potentially detrimental effect on the linguistic minorities in the province of Quebec. Indeed, *les champs d’application de la Charte québécoise sont très large et s’applique aux de droit privé et public*. Given the wide-ranging nature of the application of the Quebec Charter, and the addition of a new component in the interpretive framework to further emphasize Quebec’s « common language » and the right to live and work in French, we are sincerely concerned that these modifications will have detrimental consequences on the basic rights of minorities in the province of Quebec. By virtue of the quasi-constitutional nature of the Charter of Human Rights and Freedoms, it is conceivable that the modifications to the preamble could have a wide application to human rights in the province of Quebec, and the favouritism of the French language could come to the potential detriment of minority groups.

REGULATION RESPECTING THE EXEMPTION FROM THE APPLICATION OF THE FIRST PARAGRAPH OF SECTION 72 OF THE CHARTER OF THE FRENCH LANGUAGE THAT MAY BE GRANTED TO CHILDREN STAYING IN QUÉBEC TEMPORARILY

This modification takes away the right of any children of a member of the Canadian Armed Forces or his spouse’s children to have systematic access to education in English. It is our opinion that this modification is simply unjustified and unnecessary especially in a context where enrolment in English-language schools across the province has dropped from 248,000 in 1971 to only 108,000 in 2007. The Central Quebec School Board evaluates that approximately 700 of their students, or 17% of their student’s body, are children of a Canadian Armed Forces family based in Valcartier or Bagotville. This proposed change would have serious negative consequences on these children’s capacity to successfully complete their elementary and secondary education, on the adapted support that they actually receive in our schools, and on the survival of at least one of our schools.

The majority of children of Canadian Armed Forces families, whether they are Francophones or Anglophones, will have to move multiple times across the country during their elementary and secondary education. More often than not in the other Canadian provinces, they will simply have no other choice than to receive education in English. Therefore, it is crucial for the children of Canadian Armed Forces families to continue being exempted from the application of the first paragraph of section 72 of the Charter of French Language. The removal of this exemption can only have negative effects on their capacity to successfully complete their elementary and secondary education.

In the Quebec City region, the majority of children of Canadian Armed Forces families attend the Dollard-des-Ormeaux school, an elementary and secondary school that has both the expertise and the experience to efficiently help children that have to go through the challenges that are unique to military families. The majority of its children share a reality that the teachers and administrative staff understand, chiefly what it means for a child to have a parent posted in Afghanistan or anywhere else in the world. They are equipped with the adequate tools to help children effectively manage and deal with the reality of separation anxiety, stress, etc. It appears clear to us that if the right to attend such a school is taken away from these children and their families, it is not only their capacity to successfully complete their elementary and secondary education that will be affected, but most certainly their overall well-being as well.

In addition, the loss of these children from the school system would most likely lead to the closing of the Dollard-des-Ormeaux school that would be losing more than half of its students if Bill 14 is adopted as it stands now. Not only would the other students of that school no longer have access to a community school where all their friends go but in addition, they would be sent to various elementary and secondary schools across the region. As a result, they would face between one hour to two hours and half in transit everyday instead of the five to ten minutes that they do now. The closing of DDO would also be a terrible loss for the entire community that fought with considerable energy in 2005-2006 to save the school and secure the 3 million dollars necessary for its expansion.

CONCLUSION

We firmly believe that when it comes down to the challenge of integrating newcomers into our province and of protecting the rights of both linguistic communities of Quebec, the English-speaking community is part of the solution, not of the problem. Our community is not asking for more than we already have, we are asking to be considered as equal citizens and for a fair opportunity to protect our members' rights. The general perception among the English-speaking community of the Greater Quebec City region is that Bill 14 represents a government willing to marginalize its linguistic minority while exacerbating tensions between the two linguistic groups instead of establishing a productive dialogue beneficial to all Quebecers.

Consequently, we oppose Bill 14 because this proposed legislative act does not consider the interests and historical presence of the English-speaking community of Quebec while directly threatening its long-term sustainability. We believe that in the case of Bill 14, or any future legislation related to language rights in the Province of Quebec, it is fundamental that the Government of Quebec carefully consider the interests of Quebecers of both linguistic communities rather than targeting the rights of its minority to protect the rights of its majority.